

OO/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

7
DECRET N° 2011- 060 /PRES
promulguant la loi n° 049-2010/AN du
23 décembre 2010 portant habilitation du
gouvernement à autoriser par voie d'ordonnance
la ratification des accords de financement
conclus entre le Burkina Faso et les partenaires
techniques et financiers.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

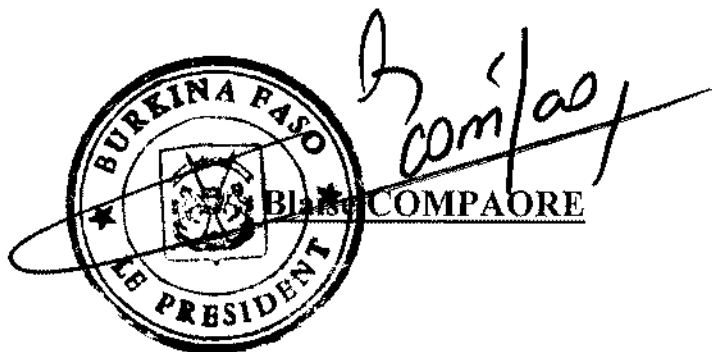
VU la lettre n° 2011-005/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 26 janvier 2011 du Président
de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n°049-
2010/AN du 23 décembre 2010 portant habilitation du gouvernement à autoriser par
voie d'ordonnance la ratification des accords de financement conclus entre le
Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n°049-2010/AN du 23 décembre 2010 portant
habilitation du gouvernement à autoriser par voie d'ordonnance la
ratification des accords de financement conclus entre le Burkina Faso et
les partenaires techniques et financiers.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 21 fevrier 2011



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE

QUATRIEME LEGISLATURE

LOI N° 049-2010/AN

**PORTANT HABILITATION DU GOUVERNEMENT A
AUTORISER PAR VOIE D'ORDONNANCE LA RATIFICATION
DES ACCORDS DE FINANCEMENT CONCLUS ENTRE LE
BURKINA FASO ET LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET
FINANCIERS**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n° 001-2007/AN du 04 juin 2007,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 23 décembre 2010
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est habilité à autoriser par voie d'ordonnance la ratification des accords de financement signés entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

Article 2 :

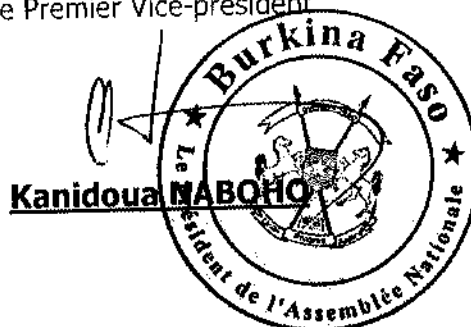
L'habilitation accordée couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Article 3 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 23 décembre 2010.

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président



Le Secrétaire de séance

Zénabou DRABO/QUEDRAOGO